

Par arrêté royal du 9 janvier 2001, M. Tuyisenge, Epaphrodith, né à Mwito (Rwanda) le 25 juillet 1991, demeurant à Woluwe-Saint-Lambert, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Dumay », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

[2001/09052]

**Directive générale 2001/1 relative à la création
d'un Office central pour la Saisie et la Confiscation
au sein de l'Ordre judiciaire**

Vu la directive européenne n° 91/308.

Vu la loi du 17 juillet 1990 modifiant, adaptant ou insérant les articles 42, 43, 43bis et 505 du Code pénal,

Vu la loi du 8 août 1997 portant assentiment à la convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990;

Vu la loi du 20 mai 1997 sur la coopération internationale en ce qui concerne l'exécution de saisies et de confiscations;

Vu les articles 35 et 35bis du Code d'Instruction criminelle;

Vu l'arrêté royal n° 260 du 24 mars 1936 sur la détention au greffe et la procédure en restitution des choses saisies en matière répressive;

Vu le plan fédéral de sécurité, approuvé par les ministres réunis en conseil le 29 mai 2000, notamment le projet 40;

Vu l'avis du Collège des Procureurs généraux;

Est approuvé le 26 octobre 2000 la directive générale relative à la création d'un service central consultatif en matière de confiscation spéciale, dénommé « Office Central pour la Saisie et la Confiscation » (O.C.S.C.).

1. Introduction

La directive vise à la création au sein de l'ordre judiciaire d'un service spécialisé en matière de la confiscation spéciale et de dessaisissement d'avantages patrimoniaux qui sont le produit du crime. Ce service fonctionnera comme centre d'expertise à l'échelon national et offrira aux membres du ministère public un appui axé sur les dossiers afin de pouvoir développer et coordonner une politique criminelle univoque réellement efficace, concentrée sur la répression patrimoniale de divers phénomènes de criminalité. Plus particulièrement, l'accent doit être mis sur des formes organisées et lucratives de délinquance.

Il s'agit d'un service permanent qui sera composé de magistrats du ministère public expérimentés, spécialisés et investis d'une mission spécifique ainsi que d'experts judiciaires en matière de comptabilité.

Ce service sera dénommé « Office Central pour la Saisie et la Confiscation. »

2. Champ d'application

L'Office Centrale pour la Saisie et la Confiscation devra offrir un cadre structurel solide à la politique à développer concernant la saisie conservatoire en matière pénale en vue de confiscation (artt. 35 et 35bis du Code d'Instruction criminelle) et concernant la confiscation spéciale d'avantages patrimoniaux acquis illégalement (articles 42, 43, 43bis et 43ter du Code pénal).

Bij koninklijk besluit van 9 januari 2001, is machtiging verleend aan de heer Tuyisenge, Epaphrodith, geboren te Mwito (Rwanda) op 25 juli 1991, wonende te Sint-Lambrechts-Woluwe, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Dumay » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

[2001/09052]

**Algemene richtlijn 2001/1 houdende de instelling
van een Centrale Dienst voor de Inbeslagneming
en de Verbeurdverklaring in de schoot van de Rechterlijke Orde**

Gelet op de Europese richtlijn nr. 91/308;

Gelet op de wet van 17 juli 1990, tot wijziging, aanpassing of inlassing van de artikelen 42, 43, 43bis en 505 in het Strafwetboek;

Gelet op de wet van 8 augustus 1997, houdende instemming met de overeenkomst inzake het witwassen, de opsporing, de inbeslagneming en de confiscatie van vermogensvoordelen, opgemaakt te Straatsburg op 8 november 1990;

Gelet op de wet van 20 mei 1997 houdende de internationale samenwerking inzake de tenuitvoerlegging van inbeslagnemingen en verbeurdverklaringen;

Gelet op de artikelen 35 en 35bis van het Wetboek van Stafvordering;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 260 van 24 maart 1936 op de bewaring, ter griffie, en de procedure tot teruggave van de in straffen in beslag genomen zaken;

Gelet op het Federaal Veiligheidsplan, goedgekeurd door de in raad vergaderde Ministers op 29 mei 2000, inzonderheid het daarin vervatte project 40;

Na advies van het College van Procureurs-generaal;

Wordt op 26 oktober 2000 de algemene richtlijn goedgekeurd houdende oprichting van een centrale dienst voor advies inzake de bijzondere verbeurdverklaring, betiteld als Centrale Dienst voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring (C.D.I.V.).

1. Inleiding

De richtlijn beoogt de oprichting in de schoot van de rechterlijke orde van een gespecialiseerde dienst inzake de bijzondere verbeurdverklaring en ontneming van vermogensvoordelen verkregen uit misdrijven. Deze dienst zal fungeren als landelijk kennispunt inzake ontneming en zal dossiergerichte ondersteuning bieden aan de leden van het openbaar ministerie, teneinde een daadwerkelijke, doeltreffende en eenduidige criminele politiek te kunnen aansturen en coördineren, toegespitst op de patrimoniale beteugeling van diverse criminaliteitsfenomenen. Meer in het bijzonder dient het accent te worden gelegd op de georganiseerde en bijzonder lucratieve vormen van delinquentie.

Het betreft hier een vaste dienst die zal worden samengesteld uit ervaren en gespecialiseerde, met opdracht gelaste magistraten van het Openbaar Ministerie en forensische accountants.

Deze dienst zal worden aangeduid met de benaming « Centrale Dienst voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring. »

2. Toepassingsgebied

De Centrale Dienst voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring zal de inzake het bewarend beslag in strafzaken met het oog op verbeurdverklaring (art. 35 en 35bis S.V.) en inzake de bijzondere verbeurdverklaring van wederrechtelijk verkregen vermogensvoordelen (artikelen 42, 43, 43bis en 43ter S.V.) te ontwikkelen beleidslijn op gedegen wijze structureel dienen te omkaderen.

Cet organe a une triple vocation :

A. D'une part l'O.C.S.C., en tant que bureau d'expertise national possédant un niveau de spécialisation élevé, doit contribuer au développement de la politique à mener. En tant que centre d'expertise, cet organe jouera un rôle d'appui pour le Ministre de la Justice et pour le Collège des Procureurs généraux en vue de la définition de la politique criminelle et la politique de sanctions et de poursuites qui y est associée et est axée sur le dessaisissement d'avantages patrimoniaux acquis illégalement et sur leur confiscation.

B. D'autre part, un important rôle de gestion lui est réservé. Ce rôle consiste à veiller attentivement au respect des directives du Collège des Procureurs généraux et à rassembler les données chiffrées indispensables qui doivent permettre de créer un système de gestion national.

C. Enfin, l'O.C.S.C. remplit un rôle opérationnel en émettant à l'intention des parquets, des juges d'instruction et des services de police des avis et en fournissant un soutien axé sur les dossiers.

3. Missions

1. Offrir au Ministre de la Justice et au Collège des Procureurs généraux un appui dans le domaine de la politique à suivre. Plus concrètement, cela signifie entre autres remplir une mission d'avis concernant la législation à élaborer en rapport avec le dessaisissement d'avantages patrimoniaux qui sont le produit du crime et avec la mise au point d'une politique de dessaisissement univoque et structurée.

2. Offrir au Collège des Procureurs généraux un appui sur le plan de la gestion, par la mise en place, la coordination et le suivi d'une politique de dessaisissement définie par le Ministre de la Justice et le Collège des Procureurs généraux.

3. Remplir un rôle général d'assistance sous la forme d'un helpdesk destiné aux services de police et aux parquets. L'éventail des services fournis va de l'aide axée sur les dossiers à la collecte et la diffusion de la doctrine et de la jurisprudence et à l'organisation d'une information et instruction thématiques concernant le dessaisissement d'avantages patrimoniaux issus du crime.

4. Concentrer l'expertise à un niveau supralocal. L'output se traduit d'une part par le fait de fournir un appui en matière de politique à suivre et se traduit d'autre part par le fait d'émettre des avis et de prêter un soutien opérationnel axé sur les dossiers aux magistrats instructeurs du parquet et aux juges d'instruction.

5. Centraliser l'information concernant les parties du patrimoine qui sont frappées d'une saisie conservatoire en matière pénale.

6. Fournir un appui lors de l'exécution des confiscations et/ou des mesures de dessaisissement et communiquer au parquet et aux juges du résultat final des confiscations spéciales prononcées.

7. Contribuer, en étroite concertation avec l'O.C.D.E.F.O., au développement du projet pluridisciplinaire de recherches axées sur le butin par le développement de parcours de qualité pour une enquête financière et des profils pour des inspecteurs financiers aux différents niveaux; développer et étalonner des méthodes et des techniques pour effectuer des enquêtes patrimoniales; rectifier et redessiner les procédures policières dans le cadre d'enquêtes patrimoniales; fournir des avis et un appui dans le cadre d'enquêtes patrimoniales pro-actives, fournir des données utiles et des avis pour faciliter l'exécution de missions opérationnelles.

8. Apporter un appui opérationnel dans la coordination ainsi que dans l'encadrement de l'aide judiciaire internationale en matière de dessaisissement d'avantages patrimoniaux issus du crime notamment à l'occasion du développement d'un réseau d'« asset sharing treaties ».

9. Mettre en place et entretenir des rapports de service avec des instances équivalentes à l'étranger.

Te dien einde beantwoordt zij aan drieërlei roeping :

A. Enerzijds dient de C.D.I.V. als landelijk expertisebureau met hoog gespecialiseerd deskundigheids-niveau actief bij te dragen tot de beleidsontwikkeling. Als gecentraliseerd kennispunt zal dit orgaan een ondersteunende rol spelen naar de Minister van Justitie en het College van Procureurs-generaal bij het uitstippelen van de criminele politiek, en het daarop geënte straf- en vervolgingsbeleid toegespitst op ontneming en verbeurdverklaring van wederrechtelijk verkregen vermogensvoordelen.

B. Anderzijds is op dit gebied een belangrijke beheersmatige rol voor haar weggelegd. Deze rol laat zich invullen door een nauwlettend toezien op de naleving van de richtlijnen verstrekt door het College van Procureurs-generaal, alsmede het verzamelen van de nodige cijfermatige gegevens die moeten toelaten een systeem van landelijke beheerscontrole in het leven te roepen.

C. Tenslotte heeft de C.D.I.V. een operationele rol, door het verlenen van advies en zaakgerichte ondersteuning aan de parketten, onderzoeksrechters en politiediensten.

3. Opgavetaken

1. Het bieden van beleidsmatige ondersteuning aan de Minister van Justitie en het College van Procureurs-generaal. Meer concreet betekend dit onder meer een adviesopdracht nopens de te ontwikkelen regelgeving betreffende de ontneming van uit misdrijf verkregen vermogensvoordelen en nopens het op punt stellen van een eënduidig en gestructureerd ontnemingsbeleid.

2. Het bieden van beheersmatige ondersteuning aan het College van Procureurs-generaal door het aansturen, coördineren en opvolgen van het door de Minister van Justitie en het College van Procureurs-generaal uitgestippelde ontnemingsbeleid.

3. Een algemeen faciliterende rol onder de vorm van een helpdesk naar de politiediensten en parketten toe. Dit gaat van het bieden van dossiergerichte ondersteuning tot het verzamelen en verspreiden van rechtsleer en jurisprudentie en het organiseren van thematische voorlichting en instructie op het gebied van voordeelontneming.

4. Bundeling op bovenlokaal vlak van de expertise. De output vertaalt zich enerzijds in het verleden van beleidsmatige ondersteuning en anderzijds in het verlenen van advies en operationele, zaakgerichte ondersteuning van de instruerende parketmagistraten en onderzoeksrechters.

5. Centralisatie van de informatie betreffende met bezwaard beslag in strafzaken bezwaarde patrimoniale bestanddelen.

6. Ondersteuning bij de executie van verbeurdverklaringen en/of ontnemingsmaatregelen en het terugkoppelen naar parket en vonnisrechters van de uiteindelijke resultaten van de uitgesproken bijzondere verbeurdverklaringen.

7. In nauw overleg met de C.D.G.E.F.I.D. bijdragen tot de uitbouw van het project multidisciplinair buitgericht onderzoeken door het ontwikkelen van kwaliteitstrajecten voor een financieel onderzoek en functieprofielen voor financieel onderzoekers op de verschillende niveau's; ontwikkelen en keurmerken van methoden en technieken voor vermogensonderzoek; het bijsturen en hertekenen van de politiole bedrijfsprocessen in het kader van een patrimoniumonderzoek; adviseren en ondersteunen van pro-actief patrimoniumonderzoek; verlenen van nuttige gegevens en adviezen strekkende tot het bevorderen van de uitvoering van operationele opdrachten.

8. Operationele ondersteuning bij de coördinatie en begeleiding van de internationale rechtshulp inzake voordeelontneming, onder meer bij de uitbouw van een netwerk van « asset sharing treaties ».

9. Het leggen en onderhouden van dienstbetrekkingen met equivalente instanties in het buitenland.

4. Direction

L'O.C.S.C. forme un organe spécialisé au sein de l'ordre judiciaire.

Sur avis conforme du Collège des Procureurs généraux, le Ministre de la Justice désigne un magistrat du ministère public comme directeur, chargé de la direction de l'O.C.S.C.

Ce magistrat de parquet a autorité sur le personnel qui est attribué à l'O.C.S.C. et il est responsable de l'exécution des missions confiées à cet organe.

Le directeur a comme tâche :

- a) d'assurer l'exécution des missions de l'O.C.S.C.;
- b) d'organiser le travail interne;
- c) de présenter le personnel de l'O.C.S.C. à détacher ou à attribuer;

d) de rédiger un rapport annuel d'activités contenant une évaluation statistique tant de la saisie conservatoire dans les affaires pénales que des confiscations spéciales et une évaluation dynamique se référant aux années antérieures; de réaliser les objectifs de la politique de dessaisissement définie par le Ministre de la Justice et le Collège des Procureurs généraux ainsi que les objectifs contenus dans les recommandations dans le cadre de l'appui à apporter à la politique et à la gestion à assurer. Ce rapport est établi à l'intention du Ministre de la Justice et du Collège des Procureurs généraux.

5. Autorité

Le magistrat du ministère public, désigné par le Collège des Procureurs généraux comme magistrat d'assistance en matière de délinquance financière, économique et fiscale, exerce en leur nom l'autorité sur l'Office Central pour la Saisie et la Confiscation.

6. Moyens

Le personnel de l'Office Central pour la Saisie et la Confiscation se compose de magistrats du parquet du Procureur du Roi délégués sur la base de l'article 327 du Code judiciaire, de juristes de parquet détachés et de personnel administratif des parquets. Les désignations sont effectuées par le Ministre de la Justice sur la proposition du directeur de l'Office Central pour la Saisie et la Confiscation, et du magistrat d'assistance en matière financière, économique et fiscale.

Après accord du Ministre des Finances, un fonctionnaire du Service de l'Enregistrement et de Domaines du Ministère des Finances peut être ajouté comme officier de liaison au personnel de l'Office Central pour la Saisie et la Confiscation.

Il sera pourvu au remplacement dans leur service d'origine des membres du personnel détachés.

Les frais de fonctionnement de l'Office Central pour la Saisie et la Confiscation sont à la charge du Ministère de la Justice, ordre judiciaire.

Le Ministre de la Justice a pris acte de l'accord de autorités compétentes pour les services concernés sur la mise à disposition de l'O.C.S.C. des ressources en personnel et en matériel nécessaires figurant en annexe.

Cette circulaire entre en vigueur le 1^{er} février 2001.

Bruxelles, le 10 janvier 2001.

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

4. Leiding

De C.D.I.V. vormt een gespecialiseerd orgaan in de schoot van de rechterlijke orde.

Op eensluitend advies van het College van Procureurs-generaal wijst de Minister van Justitie een magistraat aan van het Openbaar Ministerie als directeur, belast met de leiding van de C.D.I.V.

Deze parketmagistraat heeft gezag over het personeel dat wordt toegewezen aan de C.D.I.V. en draagt de verantwoordelijkheid voor de uitvoering van de opdrachten toebedeeld aan dit orgaan.

De directeur heeft tot taak :

- a) De uitvoering van de opdrachten van de C.D.I.V. waarborgen;
- b) De interne werkregeling vast te leggen;
- c) De voordracht van het te detacheren of toe te wijzen personeel van de C.D.I.V.;

d) Jaarlijks een activiteitenverslag op te stellen houdende een statistische evaluatie van zowel het bewarend beslag in strafzaken als de bijzondere verbeurdverklaringen en een dynamische evaluatie met referentie naar voorgaande jaren; de realisatie van de doelstellingen vervat in het door de Minister van Justitie en het College van Procureurs-generaal uitgestippelde ontnemingsbeleid, aanbevelingen in het kader van de beleids- en beheersmatige ondersteuning. Dit verslag wordt opgemaakt ten behoeve van de Minister van Justitie en het College van Procureurs-generaal.

5. Gezag

De magistraat van het Openbaar Ministerie, door het College van Procureurs-generaal aangewezen als bijstandmagistraat inzake de financiële, economische en fiscale delinquentie, oefent in hun naam het gezag uit over de Centrale Dienst voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring.

6. Middelen

Het personeel van de Centrale Dienst voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring bestaat uit ex artikel 327 Ger. Wb. met opdracht gelaste magistraten bij het parket van de Procureur des Konings, gedetacheerde parketjuristen en administratief personeel van de parketten. De aanwijzingen geschieden door de Minister van Justitie op voordracht van de directeur van de Centrale Dienst voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring en van de bijstandsmagistraat voor de financiële, economische en fiscale delinquentie.

Na toestemming van de Minister van Financiën kan een ambtenaar van de Dienst Registratie en Domeinen van het Ministerie van Financiën als liaisonofficier toegevoegd worden aan het personeel van de Centrale Dienst voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring.

In de vervanging van alle gedetacheerde personeelsleden binnen hun dienst van herkomst zal worden voorzien.

De werkingskredieten van de Centrale Dienst voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring worden ten laste genomen van het Ministerie van Justitie, rechterlijke orde.

De Minister van Justitie heeft akte genomen van de toestemming van de voor de betrokken diensten bevoegde overheden om het noodzakelijk personeel en materiaal, zoals vermeld in bijlage, ter beschikking te stellen van de Centrale Dienst voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring.

Deze omzendbrief treedt in werking op 1 februari 2001.

Brussel, 10 januari 2001.

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN